

Veille de l'Observatoire numéro 15 (mai-juin 2005)

À NOTER: Tout comme l'année précédente, pour la période estivale, les éditions de la Veille couvriront deux mois chacune (mai-juin et juillet-août).

La veille de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations porte sur les milieux d'intervention, qu'ils soient gouvernementaux, para-gouvernementaux ou non gouvernementaux. Elle est axée sur les minorités racisées, les immigrants et les réfugiés, les peuples autochtones et les femmes (questions d'intersectorialité).

L'information est présentée selon le niveau d'intervention. S'il y a lieu, les réactions des ONG sont placées à la suite des informations relatives aux milieux gouvernementaux. Autrement, elles font l'objet d'une rubrique séparée.

Pour recevoir la Veille de l'Observatoire par courriel, SVP en faire la demande en communiquant avec field.ann-marie@uqam.ca

DANS CE NUMÉRO:

1. Ententes avec les Premières Nations: autonomie gouvernementale et le devoir de mémoire
2. Étude sur les Autochtones dans les régions métropolitaines
3. Portrait de l'immigration au Canada
4. Plan stratégique du Ministère de l'Immigration et des Communauté culturelles
5. Projets visant à favoriser l'accès des immigrants aux professions et aux métiers réglementés
6. Une nouvelle politique sur le racisme et la discrimination raciale
7. Le Canada est écorché par l'ONU: Rapport du Comité contre la torture
8. Détention arbitraire: Groupe de travail de l'ONU au Canada
9. Journée mondiale des réfugiés 2005: détentions arbitraires et expulsions illégales
10. Discrimination raciale en matière d'emploi au Canada
11. Nouveaux rapports sur l'immigration et les réfugiés en Grande-Bretagne
12. Conférence de Cordoba sur l'anti-sémitisme et l'islamophobie
13. ECRl: Rapports sur le racisme

GOVERNEMENTS, INSTITUTIONS PARA-GOUVERNEMENTALES ET INTERNATIONALES

À OTTAWA...

1. Ententes avec les Premières Nations: autonomie gouvernementale et le devoir de mémoire

Un accord sur la reconnaissance et la mise en œuvre de gouvernements des **Premières Nations** (<http://www.afn.ca/cmslib/general/PolAcc.pdf>) a été signé avec le gouvernement fédéral. En vertu de cet accord, le **gouvernement fédéral** et les **Premières Nations** s'engagent à mettre sur pied un comité qui doit entreprendre le travail pour «la reconnaissance et la conciliation des droits constitutionnels, ancestraux et issus de traité, le renforcement des capacités de gouvernance des Premières Nations, et l'adoption de processus et de lois qui permettront la mise sur pied de gouvernements des Premières Nations». Voir: <http://www.afn.ca/article.asp?id=1219> et <http://www.afn.ca/article.asp?id=1513>.

La **Nation Métis** a de même signé un accord-cadre (http://www.metisnation.ca/press/framework_agreement.pdf) avec le gouvernement canadien reconnaissant son statut de Nation (<http://www.metisnation.ca/press/05-may31.html>). Cette entente découle aussi des activités de la Table ronde Canada-Autochtones qui s'est tenue en avril 2004.

De plus, un accord a été signé sur la question des pensionnats indiens (<http://www.afn.ca/cmslib/general/l'accord%20politique.pdf>). En plus de l'indemnisation, on reconnaît que la réconciliation et la guérison sont nécessaires à la réparation des torts causés par les pensionnats indiens (<http://www.afn.ca/article.asp?id=1186>).

2. Étude sur les Autochtones dans les régions métropolitaines

Statistique Canada a mis en ligne les données de son huitième rapport d'une série présentant des mesures statistiques permettant de comprendre les enjeux importants pour les villes canadiennes. Ce dernier rapport s'intéresse à la situation des Autochtones dans les centres métropolitains. L'étude de données sur la fréquentation scolaire, le taux d'emploi, et la structure familiale nous apprend que des écarts importants entre les Autochtones et les non-Autochtones subsistent toujours. Voir: <http://www.statcan.ca/Daily/Francais/050623/q050623b.htm>.

3. Portrait de l'immigration au Canada

Le bulletin *L'Observateur* est un outil d'information mis en ligne par **Citoyenneté et Immigration Canada**. En plus de présenter des statistiques permettant de donner un aperçu de l'immigration en 2004, le dernier bulletin offre un portrait de différentes catégories de migrants, dont les travailleurs étrangers, les étudiants étrangers, etc.. Le numéro se termine par un article de fond sur les nouveaux immigrants et leur lieu de résidence. Pour accéder au bulletin: <http://www.cic.gc.ca/francais/observateur/pdf/issue-09f.pdf>

À QUÉBEC...

4. Plan stratégique du Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

Le *Plan stratégique 2005-2008* du **Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles**

(http://www.micc.gouv.qc.ca/publications/pdf/PlanStrategique20052008_Integral.pdf) expose la vision et les objectifs que le gouvernement du Québec s'engage à poursuivre au cours des trois prochaines années. La vision principale du gouvernement, qui est de «contribuer au développement et à la prospérité du Québec en faisant en sorte que les personnes immigrantes et les membres des communautés culturelles participent pleinement à la société québécoise et que les relations interculturelles soient harmonieuses», constitue l'élément fondateur de ce plan stratégique, autour duquel plusieurs enjeux ont été élaborés. Pour une synthèse du plan d'action, voir: http://www.micc.gouv.qc.ca/publications/pdf/PlanStrategique20052008_Synthese.pdf

Ce plan, présenté le 11 mai dernier, encadre les objectifs du Plan d'action *Des Valeurs partagées, des intérêts communs* de mars 2004

(http://www.micc.gouv.qc.ca/publications/pdf/AccesProfessionsMetiers_Rapport200502.pdf)

5. Projets visant à favoriser l'accès des immigrants aux professions et aux métiers réglementés

Le **Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles** (MICC) a rendu public en juin 2005 un document qui fait état des divers projets mis en œuvre par le ministère et ses partenaires afin de circonscrire les principales difficultés qui empêchent l'accès aux professions et métiers réglementés aux nouveaux arrivants. Voir:

http://www.mrci.gouv.qc.ca/publications/pdf/AccesProfessionsMetiers_Projet200506.pdf.

AILLEURS AU CANADA....

6. Une nouvelle politique sur le racisme et la discrimination raciale

Le 9 juin dernier, la **Commission ontarienne des droits de la personne** a mis en ligne *Politique et directives sur le racisme et la discrimination raciale* dans lequel elle expose sa vision du racisme, du harcèlement et des discriminations fondées sur la race. Dans ce document, la **Commission** dégage également les grands enjeux du racisme et définit ses manifestations les plus importantes, comme le profilage racial, la discrimination raciale et le harcèlement racial. Une partie de la politique est aussi consacrée à l'élaboration d'un plan stratégique visant à prévenir et combattre le racisme: <http://www.ohrc.on.ca/french/publications/racism-and-racial-discrimination-policy.pdf>.

DANS LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES...

7. Le Canada est écorché par l'ONU: Rapport du Comité contre la torture

Conformément à la *Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*, le **Comité d'experts de l'ONU** a déposé son rapport sur le Canada (<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/G04/400/41/PDF/G0440041.pdf?OpenElement>). Dans ses conclusions, notant la politique avouée du Canada de renvoi vers des pays qui pratiquent la torture, le **Comité** déplore «l'absence de reconnaissance, par le Canada, du caractère absolu de l'interdiction de torture». Voir:

<http://www.unhchr.ch/hurricane/hurricane.nsf/0/ED755BB59F7FFBD7C1256FF70057DD3B?opendocument>.

Selon **Amnistie internationale Canada**, il est évident que le Canada doit faire davantage dans la prévention de la torture. L'organisme juge inacceptable le fait d'expulser un détenu vers un pays où il risque d'être torturé (<http://www.alternatives.ca/breve184.html>).

8. Détention arbitraire: Groupe de travail de l'ONU au Canada

Le **Groupe de travail sur la détention arbitraire**, suite à sa visite au Canada, a rendu public ses observations préliminaires en ce qui a trait à la situation des détenus. Parmi ces observations, il a tout d'abord félicité le Canada, puisque grâce aux remises en liberté conditionnelle et à d'autres mesures alternatives à l'emprisonnement, le nombre de personnes purgeant des peines d'emprisonnement a considérablement diminué au cours des dernières années. Toutefois, le **Groupe de travail** se dit concerné par le fait qu'un grand nombre de personnes emprisonnées sont toujours en attente d'un jugement. Voir:

<http://www.unhchr.ch/hurricane/hurricane.nsf/0/A1C8756EEC8C54DCC1256FF5002AC1F6?opendocument>) Par ailleurs, le **Groupe de travail** se dit concerné par la sur représentation des Autochtones et des individus issus des minorités culturelles en prison.

(<http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=14642&Cr=canada&Cr1>)

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

LOCALES...

9. Journée mondiale des réfugiés 2005: détentions arbitraires et expulsions illégales

À l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés 2005, **Amnistie internationale** a publié une série de rapports sur les nouvelles législations relatives aux réfugiés et aux demandeurs d'asile dans plusieurs pays européens ainsi que sur la manière dont ces personnes y sont traitées. (<http://www.amnistie.qc.ca/nouvelles/nouvelles.cfm?record=3778>). Parmi les faits importants à souligner, **Amnistie internationale** note que les détentions arbitraires et les expulsions illégales sont toujours fréquentes. Il est possible de consulter en ligne les rapports sur la situation au Royaume-Uni (http://www.amnesty-eu.org/static/documents/UK_asylum_report_final.pdf), en Espagne (http://www.amnesty-eu.org/static/documents/Spain_detention_report_English_final.pdf) et en Italie (http://www.amnesty-eu.org/static/documents/Italy_detention_report_English_final.pdf).

Selon le **Conseil canadien des réfugiés** (CCR), la Journée mondiale des réfugiés laisse un goût amer. L'organisme soutient que cette journée devrait être une occasion de souligner le courage et la détermination de ces personnes. Or, selon le Conseil, le Canada reporte sans cesse la réunification des familles de réfugiés, ce qui est loin d'aider ces personnes à s'établir. (<http://www.web.net/~ccr/commJMR05.html>)

À signaler, un nouveau site Internet, **Forced Migration Online** (FMO), donne accès à de nombreuses ressources intéressantes, autant pour des chercheurs ou des gens travaillant sur le terrain, sur tout ce qui a trait aux réfugiés et aux demandeurs d'asiles : <http://www.forcedmigration.org/>. Sur ce site, voir entre autres le document intitulé *International Law and Legal Instruments* (<http://www.forcedmigration.org/guides/fmo038/fmo038.pdf>), un

survol de toutes les lois (droits de la personne, lois d'immigration etc.) pouvant affecter les réfugiés et demandeurs d'asiles.

10. Discrimination raciale en matière d'emploi au Canada

La **Fondation canadienne des relations raciales** (FCRR) et le **Center for Social Justice** ont mis en ligne le rapport *Working Precariously: The Impact of race and Immigrants Status on Employment Opportunities and Outcomes in Canada*. Le rapport démontre qu'il existe un écart important, soit 10%, entre les revenus des membres des minorités racisées et l'ensemble de la population. Voir:

<http://www.crr.ca/diversfiles/en/publications/reports/publWorkingPrecariously.pdf>.

Implementing Accountability for Equity and Ending Racial Backlash in Nursing, un autre rapport sur la situation des minorités racisées dans l'emploi préparé pour la **FCRR**, démontre que les membres des minorités racisées hésitent à porter plainte de crainte d'être obligés de quitter leur emploi. Voir <http://www.crr.ca/divers-files/en/publications/reports/publImplementingAccountability.pdf>.

INTERNATIONALES...

11. Nouveaux rapports sur l'immigration et les réfugiés en Grande-Bretagne

L'**Institute for Public Policy Research** a rendu public, en juin, trois nouveaux rapports sur les réfugiés et les demandeurs d'asile. Tout d'abord, le rapport intitulé *Gendered Migration: Towards Gender Sensitive Policies in the UK*, se penche sur la question des femmes immigrantes qui sont de plus en plus nombreuses. Face à ce changement, l'organisme affirme qu'une évaluation des impacts des politiques d'immigrations s'impose afin d'éviter un traitement inéquitable pour celles-ci (<http://www.ippr.org.uk/ecomm/files/migrationwp6gender.pdf>). Le second rapport, intitulé *Seeking Scapegoats: The Coverage of Asylum in the UK Press*, porte sur la présence de propos ou de comportements à caractères racistes dans les journaux en Grande-Bretagne (http://www.ippr.org.uk/ecomm/files/wp5_scapegoats.pdf).

From Rome to the Hague analyse les nouvelles politiques européennes concernant les réfugiés et les demandeurs d'asile. Entre la ratification du *Traité de Rome* en 1957 et l'adoption du *Hague Programme* en décembre 2004, ces politiques seraient marquées par plusieurs contradictions. (<http://www.ippr.org.uk/ecomm/files/migration6eu.pdf>)

12. Conférence de Cordoba sur l'anti-sémitisme et l'islamophobie

Une importante conférence organisée par l'**Organisation for Security and Cooperation in Europe** (OSCE) sur l'anti-sémitisme et l'islamophobie a eu lieu à Cordoba, en Espagne, au début de juin 2005. Il en est ressorti que l'anti-sémitisme et l'islamophobie sont maintenant devenus les défis les plus importants pour l'Europe (<http://in.news.yahoo.com/050609/137/5ywc2.html>). Un document de synthèse dans lequel on retrouve les mesures adoptées pour lutter contre ces formes de racisme, *Cordoba Declaration*, est aussi disponible. Voir: http://www.osce.org/documents/cio/2005/06/15109_en.pdf.

Par ailleurs, deux rapports sur les crimes haineux ont été élaborés en vue de cette Conférence. Le premier, *Everyday Fears*, se penche sur la montée des crimes haineux en

Europe. Le rapport note que les actes de violences envers les individus issus des minorités juives ou musulmanes rendent la lutte contre le racisme encore plus importante et urgente (<http://www.humanrightsfirst.org/discrimination/pdf/everyday-fears-053105.pdf>).

Le second rapport, *Combating Hate Crimes in the OSCE Region*, donne des statistiques sur la prévalence des crimes haineux en Europe et fait un résumé des initiatives prises par les pays pour combattre ces manifestations de racisme (http://www.osce.org/documents/odhr/2005/06/14915_en.pdf).

Enfin, un document d'information sur l'Holocauste, *Education on Holocaust and on Anti-Semitism* a aussi été préparé pour la conférence. En plus d'examiner les différentes actions menées en Europe pour commémorer l'Holocauste, il analyse les différentes stratégies d'enseignement de l'Holocauste dans plusieurs pays d'Europe (http://www.osce.org/documents/odhr/2005/06/14897_en.pdf).

13. ECRI: Rapports sur le racisme

La **Commission européenne contre le racisme et l'intolérance** (ECRI) a mis en ligne en juin les troisièmes rapports sur le racisme en Grande-Bretagne, en Pologne, en Suède, en Croatie et en Albanie. Il y aurait eu une nette amélioration dans ces pays, mais la lutte contre le racisme doit se poursuivre. La Commission propose plusieurs recommandations et actions à entreprendre.

Voir:

Grande-Bretagne: http://www.coe.int/t/E/human_rights/ecri/1-ECRI/2-Country-by-country_approach/United_Kingdom/United%20Kingdom%20third%20report%20-%20cri05-27.pdf

Pologne: http://www.coe.int/t/E/human_rights/ecri/1-ECRI/2-Country-by-country_approach/Poland/Poland%20third%20report%20-%20cri05-25.pdf

Suède: http://www.coe.int/t/E/human_rights/ecri/1-ECRI/2-Country-by-country_approach/Sweden/Sweden%20third%20report%20-%20cri05-26.pdf

Albanie: http://www.coe.int/T/E/Human_Rights/ECRI/1-ECRI/2-Country-by-country_approach/Albania/Albanie%203e%20rapport%20-%20cri05-23.pdf

Croatie: http://www.coe.int/T/E/Human_Rights/ECRI/1-ECRI/2-Country-by-country_approach/Croatia/Croatie%203e%20rapport%20-%20cri05-24.pdf

Cette veille a été compilée par Kim O'bomsawin (assistante de recherche à l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations) et Ann-Marie Field (agente de recherche à l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations) avec la collaboration de Jean-Claude Icart (coordonnateur de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations).

Pour des renseignements ou commentaires, communiquez avec Ann-Marie Field.
field.ann-marie@uqam.ca ou (514) 987-3000 poste 3318#